ASSEMBLÉE NATIONALE

13 octobre 2023

PLF POUR 2024 - (N° 1680)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° I-4813

présenté par

Mme Abadie, Mme Meynier-Millefert et Mme Tanzilli

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 28, insérer l'article suivant:**

Le tableau du deuxième alinéa de l'article L. 422-54 du code des impositions sur les biens et les services est ainsi rédigé :

«

GRUPE DE L'AÉRODROME	MINIMUM (€)	MAXIMUM (€)
Groupe 1	50	150
Groupe 2	20	50
Groupe 3	0	20

»

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement rehausse le niveau de la taxe sur les nuisances sonores aériennes, dont le niveau actuel est trop faible pour permettre d'abonder des fonds de compensation contre les nuisances aéroportuaires de manière suffisante.

La taxe sur les nuisances sonores (TNSA) est payée par les compagnies aériennes pour chaque décollage. Elle comprend le financement d'un diagnostic acoustique et des travaux d'insonorisation.

L'Autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires (ACNUSA) estime qu'environ 20% de la population européenne, soit plus de 100 millions d'habitants, est exposée à des niveaux de bruit préjudiciables à la santé humaine. Le bruit a des effets dramatiques sur le sommeil, le stress chronique, l'hypertension et les maladies cardio-vasculaires, comme en attestent les études scientifiques.

La surexposition au bruit peut avoir des conséquences sur l'espérance de vie, par l'incidence de maladies cardio-vasculaires avec, pour chaque augmentation de 10 décibels, un surcroît de mortalité évalué à 18 % et allant jusqu'à 28 % pour l'infarctus du myocarde. Le survol des avions au-dessus des écoles a également des conséquences négatives sur la concentration des élèves et sur la santé des enfants.

*Amendement travaillé avec l'Autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires (ACNUSA).